L'armée entre en jeu dans la crise au Burkina Faso

@rib News, 30/10/2014 â€“ Source Reuters L'armée du Burkina Faso a annoncé jeudi la dissolution de l'Assemblée nationale et la mise en place d'un organe de transition pour une durée de 12 mois à la tête du pays à la suite d'une journée de violentes manifestations contre le président Blaise Compaoré, dont on ignore s'il demeure le chef de l'Etat. Ce dernier, au pouvoir depuis 1987, avait peu auparavant déclaré de son côté l'Etat de siège et démis le gouvernement de ses fonctions après l'envahissement de l'Assemblée nationale et du siège de la télévision publique par des manifestants, qui ont aussi affronté les forces de l'ordre aux abords du palais présidentiel.

L'initiative de Blaise Compaoré a été immédiatement rejetée par l'opposition, qui a appelé à la poursuite du mouvement de contestation rassemblant des dizaines de milliers de personnes à Ouagadougou. Quelques minutes plus tard, le chef de l'armée est intervenu au cours d'une conférence de presse pour annoncer la dissolution de l'Assemblée, la formation d'un organe de transition, sans préciser qui en prendrait la tête, et l'instauration d'un couvre-feu nocturne dans l'ensemble du pays, de 19h00 GMT à 06h00 GMT. Cet organe de transition sera chargé de conduire le pays à des élections dans un délai de 12 mois, a promis le général Honoré Traoré. MISE EN GARDE DE LA CÂ%DÃ%AO "V d'â€œtâ€œrioration trÃ“s grave de la situation nationale, vu l'â€œtat de dysfonctionnement dans lequel se trouvent les institutions de la RÃ©publique, vu la nÃ©cessitÃ© de prÃ©server le pays de tout chaos et de garantir l'unitÃ© et la cohÃ©sion nationales, le chef d'â€œtat-major gÃ©nÃ©ral des armÃ©es (annonce que) l'Assemblée nationale est dissoute, le gouvernement est dissous, un organe transitoire sera mis en place en concertation avec les forces vives de la Nation en vue de prÃ©parer les conditions pour le retour à l'ordre constitutionnel normal dans un délai de 12 mois au plus tard", a-t-il dit. Il a en revanche refusé de dire si Blaise Compaoré était toujours le chef de l'Etat. Avant cette annonce de l'armée, la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÃ©dÃ©ao) avait prÃ©venu qu'elle ne "reconnaitra(it) aucune accession au pouvoir par des voies non constitutionnelles". L'opposition a lancé mardi un mouvement de désobéissance civile pour protester contre un projet de réforme de la Constitution qui aurait permis à Blaise Compaoré, 63 ans, de se présenter à l'élection présidentielle prévue en 2015. Les évènements se sont accélérés ce jour de la présentation de ce projet de réforme à l'Assemblée nationale. Furieux, des milliers de manifestants ont pris d'assaut l'Assemblée nationale et mis à sac le siège de la télévision nationale, la contraignant à suspendre ses émissions. La foule s'est aussi rassemblée aux abords de la présidence pendant que les chefs de file de l'opposition, qui exigent la mise à l'â€œcart de Blaise Compaoré, discutaient avec des gradés de l'armée. Les services d'urgence ont fait â€œtat de plusieurs morts dans ces affrontements avec les forces de l'ordre. LETTRE DE HOLLANDE Des centaines de manifestants en colère se sont aussi réunis devant le quartier général de l'armée après la proclamation de l'â€œtat de siège par le président. De grandes manifestations ont aussi eu lieu à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du pays, et Ouahigouya, dans le nord. A Ouagadougou, nombre de manifestants brandissaient des portraits de Thomas Sankara, l'ancien président tué au moment de l'accession au pouvoir de Blaise Compaoré. Après deux septennats puis deux quinquennats, Blaise Compaoré a acquis un statut de médiateur dans les conflits de la région. Le projet de réforme de la Constitution a toutefois suscité la colère d'une partie de la population dans un pays parmi les plus pauvres de la planète. En l'â€œtat, la Constitution, rédigée en 2000, limite à deux quinquennats le nombre de mandats présidentiels. France, dont des membres des forces spéciales sont stationnés sur le sol du Burkina, et les Etats-Unis ont critiqué ce projet de réforme constitutionnelle tout en invitant toutes les parties à la retenue. Des représentants de l'ambassade de France ont rencontré jeudi des représentants de l'opposition. Dans une lettre que François Hollande a adressée ce mois-ci à Blaise Compaoré et que Reuters a pu lire, le président français a proposé à son homologue le soutien de la France pour lui trouver un poste au sein d'une institution internationale.